

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

9 novembre 2005

PROPOSITION DE LOI

**modifiant le Code civil afin d'autoriser
l'adoption par des couples homosexuels**

AMENDEMENT

N° 24 DE MM. MAINGAIN ET BACQUELAINE

Art. 3 (*nouveau*)

**Compléter la proposition par un article 3, rédigé
comme suit:**

«Art. 3. — *Il est inséré dans le même Code, un article 344-3, rédigé comme suit:*

«Art. 344-3. — *L'adoption par des personnes de même sexe est limitée aux enfants de nationalité belge*». ».

JUSTIFICATION

La plupart des adoptions sont appelées «adoptions internationales». Il s'agit de l'adoption d'un enfant en provenance d'un pays étranger.

Documents précédents :

Doc 51 **0664/ (2003/2004)** :

001 : Proposition de loi déposée par M. Swennen.

002 à 005 : Amendements.

006 : Avis du Conseil d'Etat.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

9 november 2005

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek
teneinde adoptie door koppels van gelijk
geslacht toe te laten**

AMENDEMENT

Nr. 24 VAN DE HEREN MAINGAIN EN
BACQUELAINE

Art. 3 (*nieuw*)

Een artikel 3 toevoegen, luidende:

«Art. 3. — *In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 344-3 ingevoegd, luidende:*

«Art. 344-3. — *De adoptie door personen van gelijk geslacht geldt alleen voor de kinderen die de Belgische nationaliteit hebben*». ».

VERANTWOORDING

De meeste adoptions worden «interlandelijke adopties» genoemd. Daarbij wordt een kind uit het buitenland geadopteerd.

Voorgaande documenten :

Doc 51 **0664/ (2003/2004)** :

001 : Wetsvoorstel ingediend door de heer Swennen

002 tot 005 : Amendementen.

006 : Advies van de Raad van State.

La Belgique, «pays d'accueil», collabore avec un certain nombre de «pays d'origine».

M. Didier Dehou, responsable du secteur de l'adoption interne et internationale au sein du ministère de la Communauté française, a été entendu par la commission de la Justice.

Au cours de son audition, il a exposé le statut de l'homosexualité dans les pays avec lesquels les organismes agréés par la Communauté française sont autorisés à collaborer. Il constate que 46% des enfants adoptés entre 1991 et 2004 sont originaires de pays où l'homosexualité est illégale ou réprimée- ce qui est en soi contestable-, 52% de pays où elle n'est pas reconnue et 2% de pays où elle bénéficie d'une reconnaissance légale. Pour la seule année 2004, 66% des enfants adoptés sont originaires des pays réprimant l'homosexualité ou la considérant comme illégale, soit 2/3.

Comme le dit M. Dehou: *«Cette réalité des pays d'origine, les pays d'accueil dont nous sommes doivent en tenir compte»*. Les Pays-Bas par exemple, ont compris cela en excluant l'adoption internationale pour les couples de même sexe.

Le seul pays qui prévoit l'adoption internationale par des couples de même sexe est la Suède. Ce pays a cependant pris le temps nécessaire avant d'adopter cette loi en consultant les 25 pays dans lesquels les Suédois adoptaient le plus. Sur les 17 pays ayant répondu, tous refusaient d'accepter un couple homosexuel comme parents adoptifs.

Le principal pays d'origine avec lequel collabore la Belgique est la Chine. Celle-ci exclut de manière très nette toute possibilité d'adopter par un couple de même sexe. (cf le document officiel du Centre chinois des Affaires d'Adoption).

Didier Dehou a raison de constater que *«Le seul effet prévisible d'une telle ouverture risque d'être une méfiance accrue des pays d'origine à l'égard de la Belgique et de l'ensemble des ses candidats adoptants. Ce risque ne relève pas du fantasme mais de l'expérience des contacts avec les autorités des pays d'origine des enfants.»*.

«En matière d'adoption internationale, l'ouverture des possibilités d'adoption aux couples de même sexe est, et restera sans doute encore pour longtemps un leurre. (...) Après cette période de 8 à 12 mois, ce couple, animé par l'espoir de pouvoir adopter, espoir induit par la loi, ce couple abordera enfin la phase de la concrétisation de son projet adoptif. Si, comme la très grande majorité des adoptants, il s'oriente vers l'adoption internationale, il se verra signifier une fin de non-recevoir soit par les organismes agréés (car aucun d'entre eux ne collabore avec un pays d'origine autorisant l'adoption par un couple de même sexe), soit par la Communauté française qui refusera dans l'état actuel des choses d'envoyer la demande de ce couple dans un pays d'origine (vu l'impossibilité légale pour un couple de même sexe d'y adopter).»

België werkt als «gastland» samen met een aantal «landen van herkomst».

De heer Didier Dehou, hoofd van de afdeling binnenlandse en interlandelijke adoptie van het ministerie van de Franse Gemeenschap, werd terzake gehoord door de commissie voor de Justitie.

In die hoorzitting lichtte hij toe hoe het staat met homoseksualiteit in de landen waarmee de door de Franse Gemeenschap erkende instanties mogen samenwerken. Hij constateerde dat 46% van de in de periode 1991 - 2004 geadopteerde kinderen afkomstig zijn van landen waar homoseksualiteit onwettelijk is dan wel bestraft wordt (wat op zich aanvechtbaar is), 52% van landen waar homoseksualiteit niet wordt erkend, en 2% van landen waar homoseksualiteit wettelijke erkenning geniet. In 2004 alleen was 66% (twee derde) van de geadopteerde kinderen afkomstig van landen die homoseksualiteit strafbaar stellen dan wel als onwettelijk beschouwen.

De heer Dehou meende dan ook dat België, als gastland, rekening moet houden met die situatie in die landen van herkomst. In Nederland bijvoorbeeld heeft men zulks ingezien; interlandelijke adoptie door paren van gelijk geslacht is er dan ook niet mogelijk.

Het enige land waar interlandelijke adoptie door paren van gelijk geslacht toegestaan is, is Zweden. Vooraleer de betrokken wet daar is aangenomen, heeft dat land evenwel de nodige tijd uitgetrokken om de 25 landen vanwaar de meeste geadopteerde kinderen afkomstig zijn, te bevragen. Van de 17 responderende landen ging niet één akkoord met adoptie door paren van gelijk geslacht.

Van alle herkomstlanden is China het land waar België het meest mee samenwerkt. Dat land sluit heel uitdrukkelijk de mogelijkheid uit dat een gelijkgeslachtelijk paar een kind zou kunnen adopteren (zie terzake het officiële document van het Chinese Centrum voor Adoptiezaken).

De heer Dehou had gelijk wanneer hij het volgende stelde: *«Le seul effet prévisible d'une telle ouverture risque d'être une méfiance accrue des pays d'origine à l'égard de la Belgique et de l'ensemble des ses candidats adoptants. Ce risque ne relève pas du fantasme mais de l'expérience des contacts avec les autorités des pays d'origine des enfants.»*.

«En matière d'adoption internationale, l'ouverture des possibilités d'adoption aux couples de même sexe est, et restera sans doute encore pour longtemps un leurre. (...) Après cette période de 8 à 12 mois, ce couple, animé par l'espoir de pouvoir adopter, espoir induit par la loi, ce couple abordera enfin la phase de la concrétisation de son projet adoptif. Si, comme la très grande majorité des adoptants, il s'oriente vers l'adoption internationale, il se verra signifier une fin de non-recevoir soit par les organismes agréés (car aucun d'entre eux ne collabore avec un pays d'origine autorisant l'adoption par un couple de même sexe), soit par la Communauté française qui refusera dans l'état actuel des choses d'envoyer la demande de ce couple dans un pays d'origine (vu l'impossibilité légale pour un couple de même sexe d'y adopter).»

Au regard du principe de non discrimination, nous nous référons à l'avis du Conseil d'État: «*Le droit positif actuellement en vigueur, en ce qu'il réserve l'adoption aux couples hétérosexuels, ne contredit pas les principes d'égalité et de non-discrimination. Selon la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'Homme en la matière, c'est en raison de la large marge d'appréciation reconnue aux États en la matière que la différenciation est jugée admissible; la Cour Européenne ne considère toutefois pas que l'adoption doit nécessairement être interdite à des candidats adoptants homosexuels, n'ayant pas eu à ce prononcer sur ce cas de figure.*

Si le législateur choisit de permettre l'adoption aux couples homosexuels, il doit alors, toujours conformément aux critères généraux d'appréciation de la compatibilité des règles de droit avec les principes d'égalité et de non-discrimination, être en mesure de justifier que l'identité de traitement applicable à des situations différentes est raisonnablement justifiée, dans le respect du principe de proportionnalité, en ayant égard tout spécialement à l'intérêt de l'enfant.

En effet, en élargissant la possibilité d'adopter aux couples homosexuels, la proposition n° 664 place sous une figure juridique identique, l'adoption, des situations de fait comportant des différences essentielles : celles dans lesquelles les adoptants sont de sexe différent et celles dans lesquelles ils sont de même sexe»¹

Si- comme le dit le Conseil d'État- «réservé l'adoption aux couples hétérosexuels ne contredit pas les principes d'égalité et de non-discrimination» et permettre aux couples homosexuels d'adopter est une faculté laissée au législateur, on peut considérer que le législateur dispose également de la faculté de limiter l'adoption par des couples de même sexe aux enfants de nationalité belge. Cela ne constitue pas non plus une discrimination entre les adoptants homosexuels et hétérosexuels.

Dès lors, reconnaître aux couples de même sexe le droit de n'adopter que les enfants de nationalité belge est compatible avec le principe de non discrimination dès lors que la différence de traitement par rapport au droit d'adopter des couples hétérosexuels des enfants sans critère de nationalité se justifie en raison des pratiques culturelles et de législations propres aux États dont les enfants candidats à l'adoption sont issus.

Olivier MAINGAIN (MR)
Daniel BACQUELAINE (MR)

¹ Avis du Conseil d'Etat, Doc 51 393/002, p.67

Wat het principe van niet-discriminatie betreft, verwijzen we naar het advies van de Raad van State: «Het thans geldende positieve recht, voorzover adoptie daarbij alleen voor heteroseksuele paren mogelijk wordt gemaakt, (is) niet in strijd met het gelijkheidsbeginsel of het beginsel van niet-discriminatie. Volgens de rechtspraak van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens in dezen wordt het verschil in behandeling aanvaardbaar geacht op grond van de ruime beoordelingsvrijheid die terzake aan de Staten wordt toegekend; het Europees Hof heeft evenwel niet geoordeeld dat adoptie noodzakelijkerwijze verboden moet zijn voor homoseksuele kandidaat-adoptanten, aangezien het Hof zich nog niet over een soortgelijke zaak heeft hoeven uit te spreken.

Als de wetgever ervoor opteert adoptie door homoseksuele paren mogelijk te maken, moet hij, nog steeds overeenkomstig de algemene criteria voor de beoordeling van de verenigbaarheid van de rechtsregels met het gelijkheidsbeginsel en het beginsel van niet-discriminatie, in staat zijn om aan te tonen dat voor de gelijke behandeling die op verschillende situaties van toepassing is een redelijke verantwoording bestaat, met naleving van het proportionaliteitsbeginsel, waarbij heel in het bijzonder aandacht wordt besteed aan het belang van het kind.

Immers, doordat in voorstel nr. 664 ook aan homoseksuele paren de mogelijkheid tot adoptie wordt geboden, wordt daarin eenzelfde rechtsfiguur, namelijk de adoptie, gebezigd voor feitelijke situaties die essentiële verschillen vertonen : die waarbij de adoptanten van verschillend geslacht zijn en die waarbij zij van hetzelfde geslacht zijn»¹ .

Op grond van wat de Raad van State aangeeft (het feit dat adoptie alleen voor heteroseksuele paren mogelijk is, is niet in strijd met het gelijkheidsbeginsel of het beginsel van niet-discriminatie, en het komt de wetgever toe adoptie door homoseksuele paren mogelijk te maken), kan ervan worden uitgegaan dat de wetgever ook over de mogelijkheid beschikt adoptie door gelijkgeslachtelijke paren te beperken tot de kinderen die de Belgische nationaliteit hebben. Zulks vormt evenmin een ongelijke behandeling tussen de homoseksuele en heteroseksuele adoptanten.

Het feit aan gelijkgeslachtelijke paren het recht toe te kennen alleen kinderen met de Belgische nationaliteit te adopteren, is bijgevolg niet strijdig met het niet-discriminatiebeginsel. Het is immers gewettigd ten opzichte van de heteroseksuele paren te voorzien in een andersoortige behandeling inzake het recht een kind te adopteren, waarbij de kinderen niet moeten voldoen aan een nationaliteitsvoorwaarde, omdat rekening dient te worden gehouden met de culturele gebruiken en de wetgevingen van de Staten vanwaar de kinderen die voor adoptie in aanmerking komen, afkomstig zijn.

¹ Advies van de Raad van State, DOC 51 393/002, blz. 66- 67.